



## Coronavirus : entre polémique et questions de fond, la continuité pédagogique des enseignants au coeur des débats

La porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, a provoqué ce mercredi un tollé en évoquant le travail des enseignants, avant de faire son « mea culpa ». Au-delà de la polémique, la continuité pédagogique demandée aux enseignants suscite de vifs échanges. « Il va sans dire que nous n'entendons pas demander à un enseignant qui, aujourd'hui, ne travaille pas, compte tenu de la fermeture des écoles, de traverser la France entière pour aller récolter des fraises gariguettes », a déclaré la porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, à l'issue du Conseil des ministres. Avant de faire son « mea culpa » sur Twitter. (François Mori/pool/AFP)

Pour les enseignants qui rivalisent d'inventivité pour garder le lien avec leurs élèves, les propos de Sibeth Ndiaye à l'issue du Conseil des ministres, ce mercredi, ont fait l'effet d'une bombe. Commentant l'appel du ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, à aller aider les agriculteurs, la porte-parole du gouvernement a déclaré : « Il va sans dire que nous n'entendons pas demander à un enseignant qui, aujourd'hui, ne travaille pas, compte tenu de la fermeture des écoles, de traverser la France entière pour aller récolter des fraises gariguettes. »

Sur Twitter, la petite phrase a provoqué un tollé parmi les enseignants et auprès des syndicats. « Pardon ? ! On parle des heures passées à maintenir le lien avec les élèves ? Du bon créneau pour se connecter aux espaces numériques de travail (souvent entre 23 heures et 2 heures) ? » a réagi Sophie Vénéritay, du SNES-FSU. « Euh... comment dire ? Les enseignants et tous les personnels de l'Éducation nationale travaillent depuis leur domicile, pour certains dans les établissements ou services, a tweeté la secrétaire générale du Sgen-CFDT, Catherine Nave-Bekhti. C'est souvent plus de travail que d'habitude, avec un matériel qui n'est pas fourni par l'employeur. » « Parfois, il vaudrait mieux que la porte-parole ne dise rien », critiquait aussi Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA.

« Mea culpa »

La porte-parole du gouvernement a fait son « mea culpa » sur Twitter. « Mon exemple n'était vraiment pas le bon, je suis la première à mesurer combien l'engagement quotidien des professeurs est exceptionnel. »

Un message retweeté par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer : « Les professeurs de France font un travail extraordinaire, ne comptant ni leur temps ni leur énergie, pour suivre tous nos élèves en ces circonstances exceptionnelles, a-t-il réagi. Tous les Français peuvent être fiers de notre service public. Remercions chaque jour nos professeurs. »

La polémique a relancé le débat sur la continuité pédagogique. Aucun enfant ne doit être

laissé « au bord du chemin », avait déclaré Jean-Michel Blanquer, le 12 mars. Pour les familles sans accès à Internet, cela veut dire « leur donner rendez-vous avec un dossier papier », raconte un directeur d'école classée en REP +, au coeur d'une cité de la banlieue parisienne. « Et pour l'organiser, on est dans le délire », dit-il. Il faut « leur dicter par téléphone une attestation spécifique pour qu'ils puissent venir à l'école récupérer un dossier papier, que l'enseignant de l'élève a préparé ».

L'inquiétude de ce directeur est ailleurs : « Pour les familles qui vivent dans une tour avec deux, trois ou quatre enfants, notre souci, c'est la continuité sociale et éducative, et non pédagogique ! On a peur des situations de maltraitance et des gestes déplacés. C'est ça, la priorité, pas les devoirs des mômes ! »

Dans une lettre commune adressée lundi au ministre de l'Education, les syndicats d'enseignants écrivent : « La priorité, aujourd'hui, doit être sanitaire. Il est inacceptable que vous demandiez de signer des attestations de déplacement dérogatoire destinées aux parents d'élèves. »

Des élèves surchargés

Dans les familles équipées en matériel informatique, la continuité pédagogique est aussi source de tensions, avec des élèves parfois surchargés. « Il y a des gens qui s'arrachent les cheveux, qui ne peuvent pas à la fois répondre aux sollicitations de leur entreprise et s'occuper des enfants », affirme Francette Popineau, secrétaire générale du principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU. « Il faudrait aussi que les parents relâchent la pression sur leurs enfants », commente un enseignant.

En fin de semaine dernière, Jean-Michel Blanquer avait indiqué qu'il ne fallait « pas surcharger » les élèves. Dans les faits, la réalité est parfois autre. Des directeurs d'école reçoivent des tableaux Excel, avec des séries d'items à remplir. Leur demandant, par exemple, d'indiquer le nombre de nouveaux apprentissages réalisés dans la semaine, de leçons nouvelles abordées, de vidéos envoyées, de photocopies faites, de travaux restitués par élève et par semaine, etc. Un directeur d'école commente : « A vouloir dire qu'on ne doit laisser personne au bord du chemin, on creuse les écarts entre élèves. Deux mois de perdus dans une vie, ce ne serait pourtant pas grave... »

>>> La France face à l'épidémie de coronavirus. Quelles ont été les différentes étapes de l'alerte ? Quelle est la situation épidémiologique au jour le jour ? Quelles sont les mesures décidées par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie ? Pour soutenir l'économie ? Réponses ici dans le dossier spécial des « Echos »

Marie-Christine Corbier

Lecture illimitée

Avez-vous déjà été bloqué dans la lecture d'un de nos articles ?

Avec l'abonnement Les Echos, aucun risque ! Vous accédez en illimité à tous nos contenus : nos enquêtes, analyses, interviews, éditos, opinions et newsletters exclusives....

Abonnez-vous dès maintenant et bénéficiez d'une couverture unique et experte de

l'actualité en toute liberté

Je découvre les offres